



# La Commune



## En défense de Nestor Segovia

Argentine

Des entrailles de Buenos Aires est en train de naître quelque chose de nouveau dans le mouvement ouvrier argentin. Quelques caractéristiques particulières font que les camarades du Métro et des trains de banlieues sont devenus une référence pour d'autres secteurs. Ils sont combattifs. Cela fait des années qu'ils sont en première ligne pour la défense de l'emploi et des salaires. Ils impulsent manifestations, grèves, et barrages routiers, affrontant la police et les nervis de la bureaucratie syndicale. La combativité est leur marque d'origine.

Ils sont indépendants. La CGT est la porte parole du gouvernement de Cristina Kirchner et son allié le plus fidèle pour freiner les revendications. Elle est la complice des patrons de Métrovilla, du Ministère du travail et de l'U.T.A. (syndicat des employés des transports) dans la tentative d'acheter, de tromper ou de briser les délégués et les militants, mais elle n'y est pas parvenue. Le corps des délégués et les assemblées restent indépendants du gouvernement, du patronat et de la bureaucratie.

Ils sont démocratiques. Dans le Métro tout se décide dans les assemblées. Dans ce cadre démocratique, se discutent les différentes positions et on agit en fonction du vote majoritaire. La démocratie syndicale est un de leurs outils de lutte le plus aiguisé.

Ils veulent la liberté syndicale. L'U.T.A. a toujours refusé des élections démocratiques avec une représentation en rapport avec la réalité du secteur, voilà pourquoi les travailleurs réclament au Ministère du Travail la reconnaissance de la nouvelle organisation qu'ils ont construite : l'Association Corporative des Travailleurs du Metro et des trains de banlieues (ASGTSiP). La liberté syndicale est un droit qu'ils défendent avec beaucoup de force.

## Une attaque contre les nouveaux dirigeants

Dans ce cadre de combativité, d'indépendance, de démocratie et d'organisation d'organisation que représente l'ébauche d'un nouveau modèle syndical qui est en train de

voir le jour dans le pays, il y a une nouvelle génération de dirigeants parmi lesquels se détache Nestor Segovia.

Nestor Segovia, travailleur de l'atelier de la station Constitution de la ligne C, est dans le " collimateur " parce qu'il est, avec le soutien de ses camarades, le porte parole public des revendications des travailleurs. Gouvernement, patronat et bureaucrates syndicaux veulent le faire fléchir pour porter un coup à la lutte des travailleurs du Métro et éviter que ce grand exemple s'étende comme une traînée de poudre. Le gouvernement, le patronat et la bureaucratie veulent éviter l'apparition de nouveaux dirigeants. Et quand ils ne peuvent pas les acheter, ni les défaire politiquement, ils criminalisent la protestation sociale.

## Solidarite internationale pour Segovia

Le MST et d'autres organisations, impulsent une campagne nationale et internationale pour un non-lieu. Déjà les messages de solidarité se comptent par milliers.

Les travailleurs européens connaissent parfaitement les mécanismes utilisés par les ennemis du mouvement ouvrier pour tenter d'écartier les dirigeants combattifs et démocratiques. Encore plus quand les luttes nécessitent des dirigeants déterminés, pour affronter les conséquences de la crise capitaliste mondiale de manière organisée et dans la démocratie syndicale.

Pour cela, nous remercions les camarades de la Commune et du NPA pour les messages de soutien concrets qu'ils nous ont envoyés, nous nous adressons à eux pour élargir la campagne de solidarité en défense de Segovia et de tous les travailleurs en procès. Les travailleurs ont les mêmes ennemis dans tous les pays, les affronter de manière unie est le chemin pour les défaire.

**Ruben Tzanoff,**

**dirigeant du MST,**

**le 15 mai 2010**

## Quelle justice ?

Notre camarade Nestor Segovia, dirigeant du nouveau syndicat du Metro et du Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) et les délégués Carlos Taborda, Claudio

Dellecarbonara, Jorge Pisani, Horacio Galino et Ariel Rochetti, sont injustement poursuivis en justice à la suite d'un dur conflit contre Metrovias et les nervis de l'UTA, au mois d'août 2007. Le procès s'est ouvert le 8 février de cette année, sous le numéro 49.273/0707.

S'appuyant sur de faux témoignages, le juge Facundo Cubas a mis en accusation Segovia pour coups et blessures, arrêt du trafic des transports publics. Telle est la " justice " qui fonctionne en Argentine : mains libres pour les corrompus du gouvernement de Kirchner, du PJ (" Parti Justicialiste " péroniste) et pour les bandits en gants blancs et répression contre les militants ouvriers.

---

Modifié le mardi 18 mai 2010

---

## Voir aussi dans la catégorie Argentine

### Alternativa Socialista 743

Poco «sí se puede» mucho «Vacío de poder» Transición incierta Un mundo en crisis, un país detonado. Podríamos iniciar esta editorial recorriendo el sinfin de material político que brinda la... >>

---

### Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer

En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>

---

### Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>

---

### Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>

---

### Le carnaval est terminé

Macri et Fillon sont bien de la même trempe. Fillon avait dit « si j'étais mis en examen (...) je ne pourrais pas être candidat ». Nous savons ce qu'il en est. Macri avait affirmé : « nous... >>

---

### Toute la dette est illégitime

Dès son arrivée, Macri a accordé des allègements de taxes à l'exportation, a décidé la dévaluation du peso, la réduction des effectifs dans le secteur public, l'arrêt du contrôle des... >>

